



Le Président

JPB/DQ 042/20
Montreuil, le 17 mars 2020
Courriel

À l'attention des groupements adhérents aux Mutuelles de France et à leurs représentants

Madame, Monsieur,
Chers amis,

Nous sommes face à une crise sanitaire sérieuse. Il est de la responsabilité de chacun de prendre toutes les mesures pour en diminuer les effets au maximum.

C'est pourquoi nous décidons de suspendre la tenue des rencontres territoriales préparatoires au congrès et les autres réunions initialement organisées en présence physique. Quand cela est possible, nous étudierons l'option de les organiser en téléconférences ou visioconférences, jusqu'à ce que la situation évolue.

Si la période est à la mobilisation individuelle et collective pour limiter les conséquences de la pandémie, nous ne saurions oublier que les attaques contre le service public et contre notre système de protection sociale solidaire, compliquent très significativement la prise en charge des personnes les plus atteintes. Nous avons, en France, moins d'un lit de réanimation pour 10 000 habitants, contre plus de 3 en Allemagne. Ce n'est pas dû à la fatalité. C'est le résultat d'une politique irresponsable de réduction des financements, cotisations et impôts, menée depuis de trop nombreuses années. Si elle a permis d'enrichir toujours plus les quelques « premiers de cordée » les plus fortunés, elle a dangereusement affaibli nos services publics, dont celui de la santé.

Le confinement décrété par le gouvernement est indispensable, pas tant à cause du virus que de l'insuffisance des moyens matériels et humains pour tenter d'assurer la prise en charge des cas les plus graves. A vouloir « économiser » sur les services vitaux au nom d'une prospérité économique censée « ruisseler », on affaiblit ces services et, le jour où on en a besoin, on détruit l'économie. Le libéralisme est criminel et il a aujourd'hui des conséquences humaines dramatiques.

Quelques rodomontades télévisées, se voulant gaulliennes, sur la rengaine « nous sommes en guerre », ne suffiront pas à nous faire oublier les responsabilités de ceux qui font mine de découvrir que le marché n'est pas le bon mode de régulation du système de santé. Déclarations d'autant plus indécentes que les mêmes qui adulent aujourd'hui le service public en général et l'hôpital en particulier, sont ceux qui, il y a quelques semaines à peine, réduisaient une fois encore le financement des hôpitaux et cassaient avec morgue et mépris les statuts et les régimes de protection sociale propres aux services publics.

Si l'heure de rendre des comptes n'est pas venue pour le président et sa majorité, elle viendra, dans quelques semaines ou dans quelques mois, mais elle viendra. Et non seulement il ne sera pas question de revenir à la situation antérieure, mais chacun aura à répondre de ses responsabilités pour les morts évitables dues à leur politique.

Cette politique est en échec même sur son objectif affiché, favoriser l'économie. L'économie réelle, les entreprises sont en très grand danger du fait de l'arrêt de l'activité dû au confinement.

Nos métiers, nos mutuelles livre 2 et nos groupements livre 3 sont également percutés de plein fouet. Les fermetures imposées, réglementairement ou dans les faits, de nos établissements de santé ont des conséquences immédiates pour la population et nos adhérents. Elles peuvent, à plus ou moins brève échéance, leur faire courir un risque économique majeur.

Les services de la Fédération et les GIE DEM et OAMF restent particulièrement mobilisés et sont prêts à vous accompagner dans cette période délicate dans la mesure de leurs moyens. Les organisations ont été adaptées et l'ensemble des équipes opérationnelles restent en fonction par le biais du télétravail.

Si cette crise est dure et secoue, au-delà de nos groupements, tant de destinées individuelles, elle rappelle fortement que l'organisation collective de la solidarité est primordiale pour toute société humaine. Elle rappelle que la santé n'est ni une marchandise, ni un luxe, et qu'une politique de santé publique ne peut se résumer à des équilibres budgétaires. Nous saurons, une fois la crise derrière nous, porter fortement ces idées, trop souvent méprisées jusque là. Nous saurons aussi rappeler l'esprit de responsabilité qui est le nôtre, alors que nous sortons à peine d'années de « mutuelles-bashing ». Les conséquences politiques et sociales de la période que nous vivons requièrent notre vigilance. Des solidarités nouvelles seront à inventer.

Je vous assure de notre mobilisation, de notre détermination et de notre disponibilité, pour défendre le projet mutualiste, notre système de santé, l'hôpital public et notre protection sociale solidaire. Ils sont des fondements essentiels de notre société comme le démontrent les moments difficiles que nous vivons.

L'orage finira, le soleil reviendra et nous serons présents pour reconstruire une société plus juste, plus solidaire, plus humaine. Je souhaite que notre congrès de Brest soit le moment symboliquement fort de l'ouverture de cette nouvelle page de notre histoire, que nous puissions, comme je l'espère très vivement, le maintenir à la date prévue, ou que nous dussions le décaler de quelques semaines.

L'avenir appartient à ceux qui luttent.

Prenez soin de vous, de votre entourage et de notre société.

Ensemble nous sommes debout et déterminés à construire un avenir solidaire.



Jean-Paul BENOIT
Président de la Fédération des mutuelles de France